

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2016

FEVRIER 2019

Directeur Général, Directeur de publication		Babacar NDIR
Directeur Général Adjoint		Allé Nar DIOP
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale		Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales		Papa Ibrahima Silmang SENE
Directeur du Management de l'Information Statistique		Mamadou NIANG
Conseiller du DG de l'ANSD et Président du Comité de lecture et de validation		Seckène SENE
Conseiller du DG chargé de l'action régionale		Mamadou DIENG

COMITE DE LECTURE ET DE VALIDATION (CLV)
Seckène SENE, Amadou FALL DIOUF, Mady DANSOKHO, Idrissa DIAGNE, Mamadou BALDE, Oumar SENE, Insa SADIO, Mamadou DIENG, Abdoulaye M. TALL, Mahmoud DIOUF, Mamadou AMOUZOU, Atoumane FALL, Ndeye Binta DIEME COLY, Awa CISSOKHO, Momath CISSE, Bintou DIACK, Nalar K. Serge MANEL, Adjibou Oppa BARRY, Ramlatou DIALLO, Djiby DIOP, Alain François DIATTA, El Hadj Malick GUEYE, Mamadou BAH.

COMITE DE REDACTION	
AVANT-PROPOS	Seckène SENE
0. PRESENTATION DU PAYS	Djiby DIOP
1. ETAT ET STRUCTURE DE LA POPULATION	Khoudia WADE& Ami Colé CISSE
2. MIGRATION	Awa CISSOKO et Ndèye Lala TRAVARE
3. EDUCATION ET FORMATION	Alioune TAMBOURA & Fatimatou SY
4. EMPLOI	Tidiane CAMARA & Serge MANEL
5. SANTE	Khoudia WADE& Cheikh Ibrahima DIOP
6. JUSTICE	Maguette SARR & Boubacar DIOUF
7. ASSISTANCE SOCIALE	Fatimatou SY & Alioune TAMBOURA
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Ndeye Binta Diémé
9. AGRICULTURE	Kandé CISSE
10. ENVIRONNEMENT	Ndèye Khoudia Laye SEYE
11. ELEVAGE	Ndèye Khoudia Laye SEYE/Kandé CISSE
12. PÊCHE ET AQUACULTURE	Mouhamadou Bassirou DIOUF
13. TRANSPORT	Jean Paul Diagne
14. BTP	Bintou Diack LY/ Mamadou DAFPE
15. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou THIOUB
16. INSTITUTIONS FINANCIERES	Ndèye LO & Malick DIOP
17. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENHOR
18. COMPTES ECONOMIQUES	Adama SECK & Khoudia Laye SEYE
19. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE & Baba NDIAYE
20. COÛT A LA CONSTRUCTION	Mor LÔ
21. FINANCES PUBLIQUES	Hamady DIALLO & Seynabou SARR & Madiaw DIBO
22. MINES ET CARRIERES	Wouddou Dème KEITA

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE
Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal
Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15
Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn
Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers
ISSN 0850-1491

Introduction

L'année 2016 a été marquée par une morosité de l'activité économique mondiale. A cet égard, le taux de croissance de l'économie mondiale est resté stable en 2016 (3,2% en 2015 et 2016⁴⁵). Cette situation est le reflet des difficultés rencontrées par les pays avancés et ceux émergents, notamment la Chine et les pays exportateurs de pétrole.

Aux niveaux régional et sous régional, un ralentissement de l'activité économique est noté. Cela s'est traduit par un taux de croissance qui s'est établi à 1,4% contre 3,4% en 2015 en Afrique subsaharienne. Ce repli du rythme de croissance est dû aux problèmes de recettes tirées des produits de base pour certaines grandes économies de la région.

En revanche, au Sénégal, l'activité économique est restée vigoureuse avec une croissance de 6,4% durant deux années consécutives (2015 et 2016)⁴⁶. Ce dynamisme est porté par la bonne tenue du secteur tertiaire qui affiche une progression de 7,6% en 2016 contre 3,3% en 2015. Elle est atténuée par la décélération des secteurs secondaire (3,6% contre 9,8%) et primaire (5,4%, après 10,6%) qui ont perdu respectivement 6,2 et 5,2 points de croissance par rapport à l'année 2015.

Du côté de la demande, les emplois du PIB sont caractérisés par une forte augmentation de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) (15,3% en 2016, après 5,9% en 2015). La consommation finale, principale composante de la demande, s'est relevée de 5,1%, soit 0,5 point de plus que son niveau de l'année précédente. En revanche, les exportations nettes ont encore contribué négativement à la croissance.

Ce chapitre est consacré à l'analyse de l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques ainsi que celle des ressources et des emplois du PIB.

⁴⁵ Source : Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2018

⁴⁶ ANSD. Comptes nationaux définitifs 2016, janvier 2018

AVERTISSEMENT

L'ANSD a lancé au mois d'avril 2015 le Projet de Rénovation des Comptes Nationaux (PRCN) dont les résultats ont été diffusés en mai 2018. Ainsi, l'année 2014 a été adoptée comme la nouvelle année de base des comptes nationaux en remplacement de l'ancienne année de base 1999. La refonte des comptes nationaux a permis d'intégrer les nouveautés du dernier Système de comptabilité nationale, le SCN 2008, pertinentes pour l'économie sénégalaise et d'améliorer la couverture des données ainsi que les méthodologies.

- L'intégration des nouveautés du SCN 2008 jugées pertinentes pour le Sénégal a particulièrement porté sur la prise en compte :
 - ▷ des dépenses consacrées à la Recherche & Développement comme des investissements et non plus comme des consommations intermédiaires, ce qui conduit à relever le niveau du PIB ;
 - ▷ du nouveau mode de calcul du service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)⁴⁷ et de sa répartition selon le bénéficiaire (en consommation intermédiaire, consommation finale ou exportation) ;
 - ▷ des dépenses d'armements comme de l'investissement ;
 - ▷ des nouvelles recommandations du SCN 2008 sur l'évaluation de la production de l'assurance non-vie (dommage) à partir des indemnités ajustées
 - ▷ du mode de calcul de la production de la Banque centrale.
- Concernant l'amélioration de la couverture et de la méthodologie, le changement d'année de base a été l'occasion d'intégrer toutes les activités émergentes qui n'étaient pas couvertes ou qui étaient insuffisamment prises en compte dans la base de 1999. Il s'agit en particulier de :
 - ▷ l'amélioration de la couverture des activités de l'hydraulique rurale et du portage d'eau en milieu rural ;
 - ▷ l'intégration des activités de production de l'aquaculture et de la pêche continentale ;
 - ▷ la prise en compte des activités "illégales" en particulier celle des travailleuses du sexe ;
 - ▷ l'estimation de la production de produits halieutiques frais par les bateaux-usines ;
 - ▷ l'appréhension de l'autoproduction d'électricité comme une production secondaire d'électricité des branches concernées ;
 - ▷ l'amélioration de la méthodologie d'estimation du loyer imputé.

En outre, le changement d'année de base a permis l'amélioration de certains traitements. Il s'agit en particulier de :

- ▷ la méthodologie d'estimation des données des entreprises en activité et n'ayant pas déposé leurs états financiers ;
- ▷ l'estimation de la production des "autres services spécialisés scientifiques et techniques" ;
- ▷ l'intégration des salaires des corps émergents dans le calcul de la production des administrations publiques ;
- ▷ la prise en compte de nouveaux paramètres techniques pour le traitement des données de

⁴⁷ Le SIFIM est un service fourni par les intermédiaires financiers, à savoir les banques et autres établissements de crédit. Il est évalué comme la marge que les intermédiaires financiers tirent de leurs relations avec leur clientèle sur leurs dépôts et leurs crédits. Ces intermédiaires financiers prêtent à leurs clients au-dessus du taux de référence auquel ils se refinancent et rémunèrent leurs dépôts à un taux inférieur.

l'agriculture et l'élevage.

En outre, la nouvelle série des comptes nationaux a été réalisée avec de nouvelles classifications des activités et des produits conformes à celles en vigueur sur le plan international (CITI, rev4, CPC, rev2, NAEMA, rev1, NOPEMA, rev1) et le module informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux, ERETES.

Au terme des travaux, le **Produit intérieur brut (PIB) est ressorti à 9 775 milliards FCFA en 2014, soit une réévaluation de 29,4%**, comparativement à son niveau de la même année évalué selon l'ancienne base 1999.

Dès lors, les lecteurs sont invités à ne pas comparer les données de ce chapitre aux autres données des publications passées qui étaient élaborées selon le SCN 93 et l'année de base 1999.

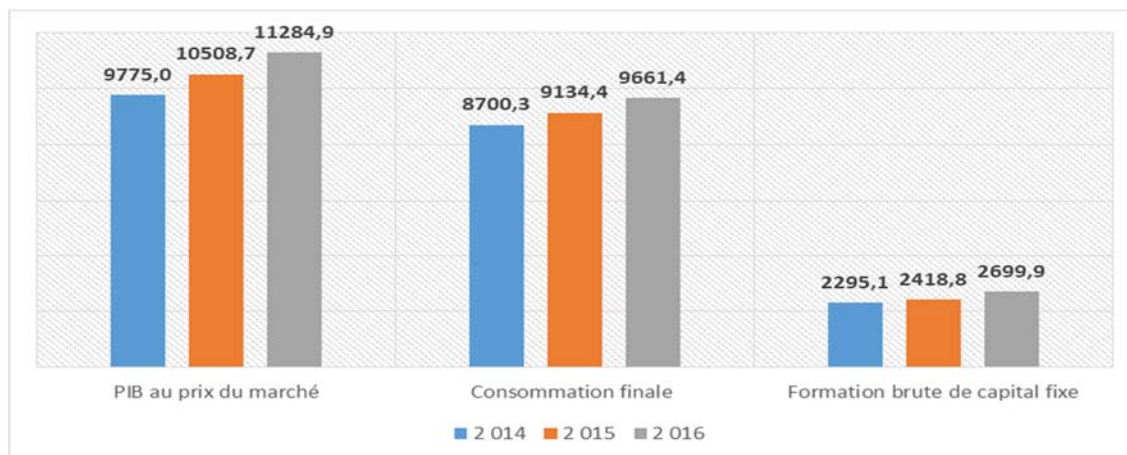
XVIII.1. INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 6,4% en 2016, soit le même niveau que l'année précédente. Toutefois, du point de vue sectoriel, il est noté une évolution contrastée. En effet, le dynamisme de l'activité économique est essentiellement porté par le secteur tertiaire en 2016, alors qu'en 2015, il a été impulsé par la bonne tenue des secteurs primaire et secondaire.

En outre, le niveau général des prix, mesuré par le déflateur du PIB, a enregistré une appréciation modérée (+1,0%), à la faveur de la baisse des prix des produits pétroliers. Le repli des prix des produits pétroliers est consécutif à la persistance de la détente des cours du baril de pétrole sur le marché international et à la dépréciation des produits chimiques de base.

Le PIB nominal se situe à 11 285,9 milliards FCFA en 2016, contre 10 509,7 milliards FCFA en 2015. Le Revenu national brut disponible (RNBD) qui, en plus du PIB, intègre les flux nets de revenus et de transferts courants entre l'économie sénégalaise et le reste du monde, a augmenté de 757,0 milliards FCFA pour s'établir à 12 049,9 milliards en 2016. Dans le même sillage, le revenu disponible par tête est passé de 786,6 mille à 814,2 mille FCFA entre 2015 et 2016.

La consommation finale en valeur a progressé de 5,8% pour s'établir à 9 661 milliards FCFA en 2016, soit un accroissement moins soutenu que celui du PIB nominal (+7,4%). Il en résulte ainsi une augmentation du taux d'épargne intérieure de 1,3 point, passant de 13,1% en 2015 à 14,4 % en 2016.

Graphique XVIII-1 : Evolution du PIB, de la Consommation finale et de la FBCF (valeurs en milliards CFA)


Source : ANSD. Comptes nationaux définitifs 2016, janvier 2018

Le taux d'investissement, approché par la formation brut de capital fixe (FBCF), est resté quasiment stable, comparativement à sa valeur de l'année précédente (23,9% en 2016, après 23,0% en 2015).

Tableau XVIII-1 : Evolution du taux d'épargne et d'investissement

En %	2014	2015	2016
Taux d'investissement (FBCF, Stocks)	25,7	25,6	25,2
Taux de FBCF	23,5	23,0	23,9
Epargne intérieure/PIB	11,0	13,1	14,4

Source : ANSD. Comptes nationaux définitifs 2016, janvier 2018

S'agissant des échanges extérieurs, ils ont été caractérisés par une baisse des importations en valeur (-1,4% en 2016, après 3,9% en 2015) et un accroissement de 2,1% des exportations, après une hausse de 11,9% en 2015. En conséquence, le déficit extérieur des biens et services s'est amélioré de 101 milliards, passant de 1 340 milliards en 2015 à 1 239 milliards en 2016.

Tableau XVIII-2 : Evolution des importations et des exportations

En milliards de FCFA	2014	2015	2016
Exportations de biens et services	2 128,8	2 383,1	2 432,8
Importations de biens et services	3 583,9	3 723,5	3 672,4
Solde de la balance des biens et services	- 1 455,1	- 1 340,5	- 1 239,6

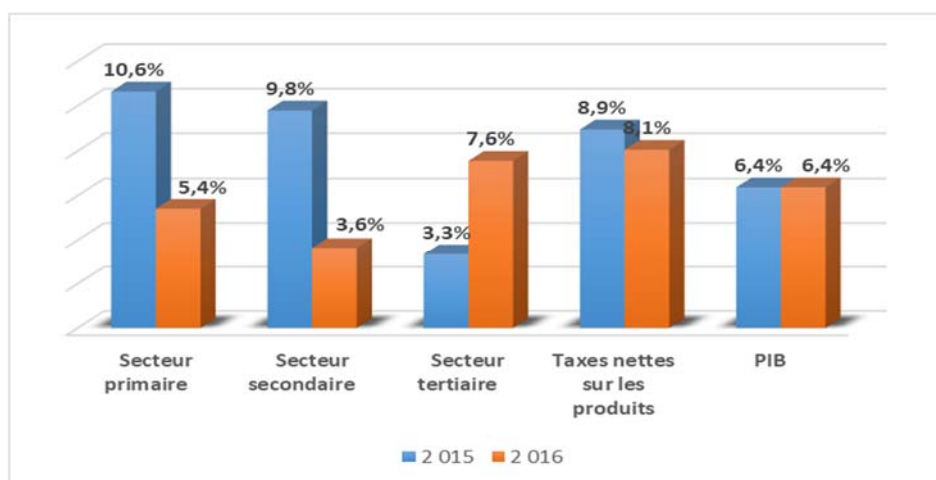
Source : ANSD. Comptes nationaux définitifs 2016, janvier 2018

XVIII.2. L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DU PIB

XVIII.2.1. L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES DU PIB⁴⁸

La stabilité de la croissance de l'activité économique (6,4% en 2015 et 2016) s'explique essentiellement par une évolution contrastée entre le secteur tertiaire et les secteurs primaire et secondaire en 2016. En effet, au moment où le secteur tertiaire gagne 4,2 points de croissance en 2016 pour s'établir à 7,6%, le secondaire et le primaire perdent respectivement 6,2 et 5,2 points par rapport à l'année précédente.

Graphique XVIII-2 : Taux de croissance en volume du PIB et des secteurs d'activité (en %)



Source : ANSD. Comptes nationaux définitifs 2016, janvier 2018

Le ralentissement de la croissance du secteur primaire est imputable au sous-secteur agricole. En effet, la campagne agricole 2016-2017 s'est illustrée par un repli de la production d'arachide (-6%) et une augmentation moins forte de la production de céréales (12,5%, après 72,0% en 2015). En conséquence, le taux de croissance du sous-secteur s'est réduit de 12,2 points pour s'établir à 3,8% en 2016.

A l'inverse du sous-secteur agricole, le redressement des sous-secteurs de la pêche (8,5%, après 3,4% en 2015), de l'élevage (8,7%, contre 2,7% en 2015) et de la sylviculture (3,1%, après 1,7% en 2015) a permis d'atténuer le fléchissement du primaire.

Globalement, le secteur primaire a contribué de 0,8 point à la croissance, après avoir concouru à celle-ci de 1,4 point en 2015.

⁴⁸ Cf. tableau 18.7 de l'annexe.

Tableau XVIII-3 : Evolution de la VA et de la contribution à la croissance par branche des activités du primaire

En %	Croissance de la valeur ajoutée		Contribution à la croissance du PIB	
	2015	2016	2015	2016
Agriculture et activités annexes	16,0%	3,8%	1,3%	0,3%
Elevage et chasse	2,7%	8,7%	0,1%	0,3%
Sylviculture et activités de soutien	1,7%	3,1%	0,0%	0,0%
Pêche, pisciculture et aquaculture	3,4%	8,5%	0,0%	0,1%

Source : ANSD. Comptes nationaux définitifs 2016, janvier 2018

La progression de la valeur ajoutée du secteur secondaire a été moins forte en 2016 (3,6%, après 9,8% en 2015). Cette décélération est essentiellement l'effet de la contraction des activités extractives (-16,2%, après +31,1%) mais aussi du repli du rythme d'évolution des activités de raffinage (5,2%, après 35,2% en 2015), de la fabrication de produits chimiques de base (21,5%, après 31,4%), de distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets (3,0%, après 8,7% en 2015), de construction (6,2%, après 15,5% en 2015) et de fabrication de produits alimentaires (5,6%, après 6,6% en 2015).

La contraction des activités extractives a principalement résulté de la diminution des dépenses de prospection minière consenties par les entreprises minières. En revanche, la reprise de l'extraction d'or (5,8%) et le dynamisme de l'exploitation des autres produits extractifs (pierres et gravillons, etc.) (21,5% en 2016, après 21,3% en 2015) viennent amoindrir la contreperformance de la branche.

Au total, la contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB en 2016 est de 0,9 point, tandis qu'elle était de 2,3 points en 2015.

Tableau XVIII-4 : Evolution de la VA et de la contribution à la croissance par branche des activités du secondaire

En %	Croissance de la valeur ajoutée		Contribution à la croissance du PIB	
	2015	2016	2015	2016
Activités extractives	31,1	-16,2	0,6	-0,4
Fabrication de produits agroalimentaires	6,6	5,6	0,6	0,5
Raffinage du pétrole et cokéfaction	35,2	5,2	0,2	0,0
Fabrication de produits chimiques de base	31,4	21,5	0,1	0,1
Fabrication de matériaux de construction	17,9	7,2	0,2	0,1
Fabrication d'autres produits manufacturiers	1,1	5,2	0,1	0,3
Production et distribution d'électricité	18,3	7,4	0,2	0,1
Distribution d'eau, assain et traitement des déchets	8,7	3,0	0,1	0,0
Construction	15,5	6,2	0,4	0,2

Source : ANSD. Comptes nationaux définitifs 2016, janvier 2018

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a progressé de 7,6% % en 2016, après 3,3% en 2015. Cette reprise est imputable à la bonne tenue des activités spécialisées, scientifiques et techniques (en particulier de la recherche-développement (R&D)) (36,8% en 2016 contre -19,5% en 2015), la reprise du transport (4,7% en 2016, après -0,2% en 2015), de l'hébergement et de la restauration (3,7% en 2016 contre -1,6% en 2015) et de la santé humaine et de l'action sociale (4,5%, après -0,5% en 2015).

Compte tenu de son poids dans le PIB réel (52,0%), le secteur tertiaire a contribué à hauteur de 3,9 points à la croissance économique de 2016, en augmentation de 2,1 point par rapport à l'année antérieure.

Quant aux taxes nettes sur les produits, elles ont enregistré une croissance de 8,1%, avec une contribution à la croissance de 0,8 point.

Tableau XVIII-2 : Evolution de la VA et de la contribution à la croissance par branche des activités du tertiaire

En %	Croissance de la valeur ajoutée		contribution à la croissance du PIB	
	2015	2016	2015	2016
Commerce	7,8	6,0	1,0	0,8
Transports	-0,2	4,7	0,0	0,2
Hébergement et restauration	-1,6	3,7	0,0	0,0
Information et communication	2,8	0,1	0,2	0,0
Activités financières et d'assurance	11,5	2,6	0,2	0,1
Activités immobilières	4,0	7,1	0,3	0,6
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	-19,5	36,8	-0,9	1,3
Activités de services de soutien et de bureau	10,1	12,5	0,2	0,2
Activités d'administration publique	10,7	10,7	0,5	0,6
Enseignement	3,1	1,1	0,2	0,1
Activités pour la santé humaine, action sociale	-0,5	4,5	0,0	0,1
Activités art. culturelles, sportifs et récréatives	19,1	15,9	0,1	0,1
Activités domestiques	1,7	9,4	0,0	0,0
Autres activités nca	4,1	3,4	0,0	0,0

Source : ANSD. Comptes nationaux définitifs 2016, janvier 2018

XVIII.2.2. L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB

Les emplois du PIB ont été marqués, durant l'année 2016, par un accroissement de 5,1% de la **consommation finale**, après 4,6% l'année antérieure. Cela s'explique par une hausse de la consommation finale privée qui a progressé de 1,5 point pour atteindre 6,9%. L'évolution de la consommation finale publique, quant à elle, s'est légèrement amoindrie (4,3% en 2016, après 5,7% en 2015).

De même, l'**investissement, approché par la FBCF**, a progressé de 15,3% en 2016 contre 5,9% en 2015. Cette forte hausse découle de celle de l'investissement privé (14,2%, contre 4,8% en 2015) conjuguée à celle de l'investissement public (18,2%, après 8,9% en 2015). Cette situation reflète la hausse des dépenses effectuées par les entreprises dans la prospection minière (28,6%, après -32,3% en 2015) et, dans une moindre mesure, dans l'acquisition de produits manufacturés (16,6%, contre 8,9% en 2015).

S'agissant des **échanges extérieurs** en volume, ils ont été caractérisés par le repli du rythme d'accroissement des importations (6,7% en 2016 contre 7,7% en 2015) et des exportations (4,1%, après 9,4% en 2015).

Les importations de biens et services ont été caractérisées par une hausse des produits pétroliers raffinés (12,1%, après -15,1% en 2015), des produits de la construction (31,3%, après 13,1% en 2015), des produits chimiques de base (10,6%, contre 4,8% en 2015) et du fret (5,0%, après 4,4% en 2015). Toutefois, la progression des achats à l'étranger a été atténuée par la diminution des acquisitions de produits agricoles (-4,3%, après 9,8%) et des produits de l'extraction (0,0% après 30,9%).

La progression modérée des exportations s'explique par une baisse des ventes à l'étranger des produits alimentaires (-10,6%, après 25,2%), des services d'information et de communication (-6,9%, après 10,5%) et un ralentissement de celles des produits agricoles (14,8%, contre 24,1%). Néanmoins, la bonne tenue des exportations de produits chimiques (48,8%, après 19,7% en 2015), des matériaux de construction (47,3%, après -4,2% en 2015) et des produits de la pêche a permis de maintenir une croissance globale des exportations de biens et services.

Au total, les exportations nettes d'importations ont contribué négativement à la croissance

Tableau XVIII-6 : Evolution des emplois du PIB

	2 015	2 016
Consommation finale	4,6%	5,1%
marchande	4,3%	5,0%
non marchande	5,6%	5,4%
<i>publique</i>	5,7%	4,3%
<i>privée</i>	5,4%	6,9%
Formation brute de capital fixe	5,9%	15,3%
<i>publique</i>	8,9%	18,2%
<i>privée</i>	4,8%	14,2%
Variation de stocks	75,4%	-3,0%
Acquisition d'objets de valeur	1,9%	2,3%
Exportations de biens et services	9,4%	4,1%

Source : ANSD. Comptes nationaux définitifs 2016, janvier 2018

Conclusion

L'économie Sénégalaise a été marquée par une vigueur de l'activité économique en 2016, favorisée par le dynamisme du secteur tertiaire, malgré le léger ralentissement des secteurs primaire et secondaire. La forte progression enregistrée par le secteur tertiaire est consécutive à la bonne tenue des activités spécialisées, scientifiques et techniques, du transport, de l'hébergement et de la restauration et de la santé humaine et de l'action sociale. Le ralentissement du secteur primaire découle de la contreperformance de la production d'arachide et à une production moins forte des céréales. La décélération du secondaire est imputable à la contraction des activités extractives, de raffinage, de distribution d'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets, de construction et de fabrication de produits alimentaires.

Du côté de la demande, l'investissement a fortement progressé par rapport à l'année précédente, tiré essentiellement par l'accroissement de l'investissement privé. La consommation finale a observé une légère hausse, tandis que le solde extérieur des biens et services (en volume) s'est légèrement creusé.

L'appréciation du niveau général des prix, mesuré par le déflateur du PIB, a été contenue à 1,0% en 2016, notamment à la faveur de la baisse des prix des produits pétroliers.